

Vivre ensemble, étudier ensemble!
L'Inclusion scolaire, un sujet plus actuel que jamais.

L'inclusion est seulement réalisable, si le cadre politique, social et structurel est fixé.

Actuellement au Grand-Duché de Luxembourg, ce cadre essentiel est loin d'être en place. L'adaptation des bâtiments aux besoins des enfants présentant un handicap reste à réaliser dans beaucoup d'écoles au Luxembourg. Il est déplorable qu'il n'existe aucun organisme spécialisé, chargé de la réalisation de la vérification des plans ou des projets d'architectes et veillant à l'adaptation aux besoins spécifiques.

C'est probablement dû à cette situation désastreuse que l'exemple le plus récent est notre nouvelle université qui présente autant de lacunes : WC pour handicapés à chaque troisième étage, revêtement du sol défavorable pour chaise roulante, ascenseur à écran tactile, inutilisable pour une personne aveugle.

Il est inadmissible, que dans notre pays des personnes à besoins spécifiques soient toujours condamnées à l'exclusion par manque d'information et de sensibilisation.

Dès lors se pose la question si nos politiciens ont bien compris la définition du mot « **inclusion** ».

Divers propos de Monsieur Meisch, ministre de l'éducation nationale prouvent que le sens du terme « inclusion scolaire » n'est pas encore bien compris. L'inclusion ne peut point se résumer en "classe de cohabitation", ni en proposant de construire un immeuble A à côté d'un immeuble B et de conclure que l'inclusion se fera entre les deux en cour de récréation.

Rappelons que le Luxembourg a signé la convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées et que notre pays s'est engagé à tout mettre en œuvre afin qu'une vraie « inclusion » se réalise. La récente audition européenne sur l'éducation inclusive a montré que tous les pays membres de l'Europe désirent prendre cette direction. Espérons que le Luxembourg en tirera les conclusions nécessaires et qu'il mettra tout en œuvre pour garantir à chaque enfant à besoins spécifiques une inclusion scolaire digne de ce nom.

Selon les données de l'année 2013/14 de l'enseignement luxembourgeois en chiffres, **le nombre des enfants qui fréquentent une classe de l'éducation différenciée n'arrête pas de croître**. Pour un total de l'enseignement fondamental en 2005/06 de 47041 élèves, le total des enfants inscrits dans l'enseignement différencié est de 681, en 2013/14 le total des élèves qui fréquentent l'enseignement fondamental est de 46925 et de 835 pour les enfants qui fréquentent des écoles non-inclusives.

Il serait intéressant de connaître le chiffre exact des enfants à besoins spécifiques et de ceux qui ont choisi nos pays voisins pour pouvoir réussir leurs études. Mais obtenir ces chiffres s'avère être une « mission impossible ».

Finalement tout reste à faire. La formation des enseignants, la formation des assistants en classe,... Tout récemment le ministre de l'éducation a annoncé une restructuration des structures s'occupant des enfants à besoins spécifiques, mais on ne sait toujours pas en quoi consistera cette réforme.

Il ne faudrait plus poser la question: « qu'est-ce que l'enfant ne peut pas faire? » mais la bonne question serait: « quels sont les besoins de l'enfant et que faut-il mettre en place pour que l'inclusion soit une réussite? »

Bien évidemment ceci nécessiterait un travail d'équipe entre les enseignants, les éducateurs, les parents, thérapeutes etc.

Il faut arrêter d'intimider ou de reprocher aux parents un manque de collaboration s'ils refusent d'envoyer leur enfant dans une école non-inclusive. Des propos comme: «votre enfant a besoin d'autant d'heures d'aide en classe, alors il faut enlever des heures à un autre enfant » ! devraient être bannis du vocabulaire des professionnels qui entourent l'enfant. Si un enfant ne reçoit pas l'aide dont il a besoin, ce qui est selon la convention de l'ONU son droit, ce ne sont certainement pas les parents qui en sont responsables. En conclusion il faut d'urgence mettre en place plus de ressources.

10% de la population mondiale sont des personnes à besoins spécifiques, alors il faut arrêter de les cacher, de les ignorer et de les humilier!

Martine Kirsch
vice-présidente

Zesummen fir Inklusioun – Ensemble pour l'Inclusion

Luxembourg

info@zefi.lu

www.zefi.lu

